

INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI | QUELLE PERCEPTION DANS LE MONDE ARABO-MUSULMAN ?



Près de trois mois après le début du déclenchement de l'opération Serval au Mali, pays à 90% musulman, l'Institut Thomas More a souhaité se pencher sur un aspect peu traité jusqu'ici : la perception ressentie par le monde-arabo-musulman et ses traductions dans les prises de position des États et de nombreux acteurs non-étatiques. Une veille conduite sur presque une centaine de sources a ainsi permis de dégager des catégories d'acteurs et de prises de positions diverses et parfois opposées. Elle a aussi permis d'obtenir une lecture en dynamique de l'évolution de ces positions dans le temps, à mesure que l'opération se déployait et produisait des résultats sur le terrain. On constatera ainsi que d'une réaction globalement hostile ou réservée, on est passé, de la part des États surtout, à une approbation le plus souvent silencieuse. Pourquoi ? Comment ? C'est ce que la présente étude s'est efforcée de mettre au jour.

Antonin TISSERON, chercheur associé à l'Institut Thomas More et **Sébastien MASTEAU**, chargé de mission

Dans les jours qui suivent son lancement, l'opération Serval est fortement critiquée dans le monde arabo-musulman. Ingérence occidentale, intervention « illégale », « antimusulmane » et « néocolonialiste », les arguments ne manquent pas... Ces condamnations de l'intervention militaire française au Mali, qui émanent d'acteurs pluriels, ne sont pas sans évoquer les discours des groupes djihadistes et leur rhétorique.

Si ces dénonciations de la politique française occupent le devant de la scène politique et médiatique, plusieurs pays prennent toutefois position en faveur de l'intervention militaire au Mali, encore que leur soutien soit le plus souvent tacite et indirect afin de ménager des opinions publiques largement réticentes. Mais progressivement, le camp des partisans de l'intervention se renforce et celui des opposants se fissure sous le poids de la *realpolitik*, de l'évolution des opérations militaires ainsi que des manœuvres diplomatiques de la France et des États africains engagés dans le conflit. En cela, les discussions sur le bien-fondé de l'intervention française sont un révélateur des dynamiques plurielles qui animent les acteurs du monde arabo-musulman, unis derrière une même religion mais aux positionnements et intérêts divers, voire concurrents.

1 | Egypte, Tunisie et Qatar : trois opposants à l'opération Serval

Les dirigeants égyptiens, tunisiens et qataris ont été parmi les opposants les plus virulents à l'opération Serval dans le monde arabo-musulman. Lié aux Frères musulmans, mouvement à l'identité antioccidentale assumée, le pouvoir en Égypte et en Tunisie est avant tout confronté à des pressions internes fortes qui sont un élément constitutif de leur politique étrangère (de voisinage même). Quant à l'attitude du Qatar, sponsor déclaré des Frères musulmans, elle doit être analysée avant tout comme motivée par des intérêts de positionnement sur la scène internationale.

A | Égypte : Morsi doit resserrer les rangs

Le 23 janvier 2013, le Président égyptien Mohamed Morsi désapprouve vigoureusement l'engagement des troupes françaises au Mali, déclarant redouter la création d'un « nouveau foyer de conflit sanglant en Afrique », et par-dessus tout une « séparation du Nord arabe du cœur de l'Afrique ». Pour lui, le dialogue doit primer, et ce dialogue s'oppose à une intervention militaire.

Si le prisme idéologique des Frères musulmans peut expliquer la prise de position du chef de l'État égyptien, son positionnement renvoie avant tout à la situation intérieure du pays. En poste depuis juin 2012, le Président égyptien doit en effet composer depuis plusieurs mois avec des tensions vives. Son autorité est contestée par une population ayant le sentiment de s'être fait « confisquer » sa révolution et par une opposition hétéroclite (Front du Salut National, anciens alliés salafistes du Parti *El Nour* – 112 sièges sur 508 à l'Assemblée Constituante) mais déterminée à obtenir son départ, avec en toile de fond des crispations économiques et sociales fortes. Signe du climat qui règne dans le pays, le 25 janvier, sur fond de désaccord profond avec la nouvelle Constitution adoptée par référendum (1), la célébration dans tout le pays du deuxième anniversaire de la révolution égyptienne, suivie le lendemain de la condamnation à mort de vingt-et-une personnes dans l'affaire du Stade de Port-Saïd (2), déclenche deux importantes flambées de violences occasionnant plus de cinquante morts.

Dans l'optique des élections législatives d'avril 2013 (3), l'opposition à l'intervention française au Mali permet ainsi à Mohammed Morsi de satisfaire les courants politiques sur lesquels il s'appuie, Frères musulmans (222 sièges sur 508) et apparentés, dont certains ont d'ailleurs fini par rejoindre l'opposition (4). Élu pour incarner la rupture post-Moubarak et une ligne religieuse forte, ses choix en matière de politique étrangère lui permettent ainsi de se démarquer de l'alignement pratiqué par son prédécesseur vis-à-vis des États occidentaux et de satisfaire l'idéologie tranchée de ses partisans, voire d'unifier autour de lui en mobilisant l'image d'une Égypte puissante dans le monde arabo-musulman – non sans faire écho au panarabisme de Nasser – et défenseur des croyants. Dans la continuité de sa médiation fin 2012 dans le conflit israélo-palestinien (5) – qui lui a d'ailleurs valu une demande d'explications de la part d'Ayman Al-Zawahiri (6) –, Mohamed Morsi a pleinement saisi l'opportunité offerte par la crise malienne.

B | Ingérence coloniale ou intervention légitime ? Serval et le gouvernement tunisien

Sur une ligne diplomatique similaire, la Tunisie désapprouve dans un premier temps l'opération Serval. Pour ses dirigeants, il aurait dû s'agir d'une intervention africaine et la présence de soldats français accroît l'insécurité et l'instabilité de la région. Tout comme le gouvernement égyptien, le gouvernement tunisien, dominé par le courant islamiste (Parti *Ennahda*), s'appuie sur un prisme idéologique et politique *a priori* incompatible avec une intervention étrangère sur une « terre d'Islam ».

La position officielle renvoie ainsi à l'idée selon laquelle l'opération Serval constitue une nouvelle ingérence de l'ancienne puissance coloniale dans les affaires africaines, suivant une perception qui fait écho à l'attitude de l'ambassadeur de France à Tunis Boris Boillon, lors des premiers mois de la révolution. Jeune diplomate de 41 ans, il avait quelques jours seulement après sa nomination provoqué d'importantes manifestations réclamant son départ en raison d'un ton jugé condescendant lors d'une interview. De même qu'une partie des Tunisiens garde en mémoire le mot de Michèle Alliot-Marie, alors Ministre des Affaires étrangères, qui proposait aux débuts des révoltes tunisiennes de régler la situation grâce au « savoir-faire, reconnu dans le monde entier » des forces de sécurité françaises. De tels écarts diplomatiques ont été perçus par une partie des Tunisiens comme la preuve de la vision paternaliste, voire néocolonialiste, du Quai d'Orsay envers une ancienne dépendance, et le peu de considération des autorités françaises pour les attentes populaires.

Quoi qu'il en soit, l'opposition du gouvernement est de courte durée : le 16 janvier, le ministre des Affaires étrangères Rafik Abdelssalem, annonce que l'« intervention chirurgicale [...] se justifie par les événements au Mali, notamment l'avancée de groupes armés vers Bamako [...] même si nous sommes, par principe, en faveur de la souveraineté nationale et contre toute ingérence ». Une rencontre avec François Gouyette, ambassadeur de France en Tunisie, mais aussi la prise d'otages sur le site gazier algérien d'In Amenas, ont très probablement pesé sur cette inflexion diplomatique.

C | L'équation qatarie

Le 25 janvier, le quotidien de Doha *Al Arab* titrait à la une : « Les Français sont anti-musulmans et bombardent les Arabes au Mali » (7), avant d'évoquer dans ses pages intérieures l'intérêt de la France à protéger les mines d'uranium du Niger. Par les voix de son Premier-Ministre et de l'émir Cheikh Hamad lui-même, le Qatar annonce au même moment qu'il aurait préféré que la France fasse primer le dialogue sur les armes. L'absence de soutien qatari a surpris les observateurs, tant l'émirat est considéré depuis quelques années comme un allié stratégique de la France au sein de la péninsule arabo-persique, qui n'avait d'ailleurs pas hésité à intervenir aux côtés de l'OTAN lors de la mission *Unified Protector* en Libye.

Pour expliquer ce positionnement, plusieurs voix ont mis en avant les liens du Qatar avec les Frères musulmans et les liens personnels et financiers qu'entretiendrait le Qatar avec certains islamistes extrémistes et groupes terroristes combattus au nord-Mali notamment (8). Cependant, depuis son accession au pouvoir, l'émir Hamad al-Thani a toujours accordé une grande importance à l'opinion de la rue arabe. Or au Mali, il ne s'agit pas de faire tomber un régime autoritaire opposé « aux forces vives de la liberté » comme en Libye, mais des groupes qui affirment combattre au nom de l'Islam. De même, Doha héberge le prédicateur d'origine égyptienne Youssef al-Qaradawi, Président de l'Union internationale des oulémas, consultant religieux vedette d'*Al-Jazeera* (dans l'émission « *La charia et la vie* ») et relais important de l'influence qatarie à travers le monde arabo-musulman, clairement opposé à l'intervention française au Mali.

Partant de là, apporter un soutien à l'opération Serval aurait été ressenti comme une trahison par les Frères musulmans, force politique sur laquelle le Qatar a décidé de parier (9). Si l'on ajoute à l'argument religieux celui d'une nouvelle intervention militaire néocoloniale et illégale, un soutien à l'opération française apparaît encore plus compliqué. Comme l'analyse Nabil Ennasri, spécialiste du Qatar (10), le souci des dirigeants qataris, qui « se sont (déjà) beaucoup mouillés dans les affaires libyenne et syrienne » est surtout de « ne pas apparaître comme le supplétif d'une opération taxée de coloniale » ; raison pour laquelle « ils jugent plus prudent de revenir à leur posture originelle de médiateur » (11). Néanmoins, il ne saurait être question de remettre en cause les bonnes relations entre Paris et Doha avec de prétendues tensions au plus haut niveau, comme l'a rappelé l'exercice militaire trisannuel franco-qatari *Gulf Falcon 2013*, qui a rassemblé entre le 16

février et le 7 mars près 3 000 soldats des deux pays dans le désert qatari, autour d'un scénario de combat de haute intensité.

2 | Une forte mobilisation des acteurs non-étatiques contre l'intervention française

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les différentes interventions occidentales menées au nom de la lutte contre le terrorisme ont été vécues par une partie de la communauté musulmane comme une campagne à l'encontre de leur religion et de ses représentants. Or menée sur une terre musulmane à l'encontre d'individus se réclamant de l'Islam, l'opération Serval a alimenté ces discours critiques.

A | La perception de l'opération Serval à la lumière du facteur religieux

De nombreuses manifestations regroupant des militants islamistes et des cheikhs salafistes plus ou moins célèbres (12) ont été organisées entre les 18 et 21 janvier aux alentours des ambassades françaises en Algérie, en Égypte, en Arabie Saoudite, aux Émirats Arabes Unis, et au Koweït notamment. Les revendications et les déclarations appellent alors à ne pas soutenir les opérations menées par la France, accusée de faire couler le sang des Musulmans. Ce sentiment d'une nouvelle campagne antimusulmane se manifeste également dans les discours de religieux influents, occultant de fait la question de la nécessité de mettre fin aux atrocités commises au nom de la religion au nord-Mali et le fait que plus de 90% de la population malienne est musulmane. Ekmeleddin Ihsanoglu, le Secrétaire Général de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI, basée à Djeddah), appelle ainsi le mardi 15 janvier à un cessez-le-feu au Mali. Le 24 janvier 2013, *Al-Azhar*, prestigieuse institution théologique et plus haute autorité de l'islam sunnite, condamne à son tour l'intervention de l'armée française au Mali, qu'elle juge illégitime même si déclenchée par les comportements « insensés » et « contraires aux enseignements islamiques orthodoxes » des militants du Nord Mali (13).

Écoutés dans leur sphère d'influence, les défenseurs nationaux du *djihad* à l'encontre de la France et de ses intérêts bénéficient des nouveaux moyens de communication, mais aussi des amnisties prononcées au lendemain des printemps arabes. Au Maroc, c'est par exemple le cas de cheikhs salafistes marocains membres de la célèbre et controversée *Salafia Jihadia* (14). En Mauritanie, confortant les quelques oulémas du pays qui assimilent l'opération Serval à une guerre « menée par des non-Musulmans contre des Musulmans » (15), le cheikh Mohamed El-Hacen Ould Dedew parle de « crime odieux et proscrits » (16).

De leur côté, les franchises transnationales tentent de s'appuyer sur l'opération Serval pour accroître leur audience et recruter. Désastreuse « attaque [...] sur une nation musulmane » (17) selon les talibans afghans, « croisade contre l'islam » (18) pour Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA), l'intervention militaire française au Mali serait à l'origine de l'attaque du site gazier algérien d'In Amenas, si l'on en croit les revendications du défunt chef djihadiste Mokhtar Belmokhtar (19). En réponse à l'opération Serval, le Cheikh Abu Mundhir Al-Shinqiti, l'un des idéologues du djihad global (20), publie le 11 février 2013 une *Fatwa* par laquelle il approuve les attaques menées contre les ambassades françaises, qualifiées de « tanières du mal », stipulant que les lois musulmanes relatives aux immunités des « émissaires » ne s'appliquent plus aux diplomates d'aujourd'hui. Quant à la fondation *As-Sahab*, elle explique, dans une vidéo intitulée « *French War In Mali: You are not Tasked Except for Yourself* », pourquoi et comment mener le djihad contre la France (21). Sur un mode ludique mais tout aussi violent, un jeu vidéo simulant un combat aérien contre des avions de chasse français est même mis en ligne sur le forum *Ansar Al-Mujahideen* (22).

B | L'opinion publique et l'opposition politique sur le terrain des perceptions néocolonialistes et expansionnistes

Au sein d'une partie de la classe politique des pays concernés, l'opération Serval a également nourri un discours néocolonialiste. Le parti marocain Mouvement Unité et Réforme (MUR) (23) déclare ainsi « refuser

par principe » l'action de la France au Mali. Pour les partis d'opposition algériens, il s'agit d'une « guerre néocolonialiste ». Quant à l'opposition politique mauritanienne, rassemblée au sein de la Coordination de l'Opposition Démocratique (COD), elle considère que l'intervention est seulement motivée par des intérêts français « expansionnistes » ou « colonialistes », et destinée à maintenir l'influence française au Sahel (24).

L'ouverture de l'espace aérien algérien aux chasseurs bombardiers français, maladroitement rendue publique par le ministre français des Affaires étrangères, a d'ailleurs donné lieu à de vives indignations d'une partie des Algériens (en particulier sur les réseaux sociaux) et de la presse algérienne, considérant l'attitude de leurs dirigeants comme une complicité, une trahison, voire une allégeance à peine voilée envers l'ancienne puissance coloniale. On pouvait par exemple lire sur les panneaux d'une manifestation organisée à Alger le 18 janvier : « Bouteflika a trahi les martyrs, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie » (25).

L'ambiance est comparable en Tunisie où, en dépit de l'inflexion diplomatique opérée par le parti au pouvoir, une partie de « la rue » perçoit l'opération Serval comme un acte d'ingérence d'une ancienne puissance coloniale, suivant une grille de lecture renforcée par le commentaire du ministre de l'Intérieur français Manuel Valls à propos de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd (26). Le 9 février, plus de 3 000 personnes défilent dans le centre de Tunis, pêle-mêle contre la crise politique dans le pays et « l'ingérence française », aux cris de « France dégage ! »...

3 | Les États en première ligne

Si l'intervention militaire française a ravivé des représentations héritées du passé mais encore présentes, l'intervention militaire française au Mali a également confronté les pays sahéliens à un accroissement des risques et menaces dans la région. Or cette perception d'une dégradation de la sécurité a directement pesé sur les positions diplomatiques.

A | La Libye et le prisme sécuritaire

L'attitude du Premier ministre libyen, Ali Zaidan, est révélateur de l'exercice diplomatique auquel sont obligés certains dirigeants, quand il déclare le 19 janvier s'opposer à l'intervention militaire au Mali sans citer nommément la France, mais tout en admettant comprendre « les décisions prises par le gouvernement du Mali en réponse à la crise »... Si, tout comme ses voisins tunisien et égyptien, le gouvernement libyen prône le dialogue entre les États et acteurs de la zone comme seule solution acceptable à une sortie de crise au Mali, la donne politique libyenne est cependant différente. Les élections de juillet 2012 n'ont pas entraîné de « raz-de-marée islamiste », et les autorités libyennes ne doivent pas composer avec une base électorale prompte à dénoncer des visées antimusulmanes de « croisés chrétiens ». Seuls les Frères musulmans (Parti de la Justice et de la Construction – 17 sièges sur 200), deuxième force politique du pays, auraient pu peser sur la question et tenter de mobiliser de telles représentations pour accroître leur audience, mais ils se sont rapidement prononcés en faveur de l'opération Serval.

La raison de cet alignement diplomatique réside dans le risque sécuritaire découlant d'un soutien affirmé à l'intervention française sur les terres africaines. En dépit d'une abondante ressource pétrolière sur laquelle s'appuyer (en comparaison à la Tunisie ou à l'Égypte), l'autorité du gouvernement libyen reste fragile et contestée. Sur le front interne, les chantiers de la « réconciliation nationale » (sort des anciens partisans kadhafistes, vellétés autonomistes de la province de Cyrénaïque, à l'Est du pays, « berceau de la Révolution ») et de la démobilisation des milices locales s'ajoutent au mécontentement d'une partie croissante de la population libyenne, qui estime que rien ou presque n'a changé depuis la chute du Guide. Plus inquiétant, des groupes jihadistes très violents et bien armés sont implantés sur le territoire comme l'a rappelé l'attaque du consulat américain de Benghazi le 11 septembre 2012, sans oublier l'incapacité du gouvernement libyen à assurer un contrôle suffisant de ses frontières et périphéries – en particulier dans le Fezzan, où sous Kadhafi les patrouilles étaient menées par des unités de Touaregs maliens et, dans une moindre mesure, nigériens – , sollicitant d'ailleurs à ce sujet la communauté internationale (27).

B | L'Algérie, une présence invisible ?

Très fréquemment présentée comme l'acteur sécuritaire clé de la région saharo-sahélienne, l'Algérie s'est rapidement trouvée confrontée à un dilemme insoluble. Porteuse de la flamme des indépendances africaines, inépuisable défenseuse de la souveraineté des États, héraut de la doctrine de non-ingérence dans les affaires politiques internes, puissance militaire et politique régionale peu contestée et expérimentée dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie clame haut et fort depuis des mois son refus catégorique à la présence de tout militaire occidental sur le sol malien. Pour ses dirigeants, la crise malienne concerne un État africain ; c'est donc aux États africains concernés, et à eux-seuls, d'y apporter des solutions. C'est en vertu de cette doctrine qu'Alger a jusqu'au dernier instant tenté de pousser les belligérants à la table des négociations, comme elle l'avait déjà fait lors de précédentes révoltes touaregs (en 1991 et en 2006), entraînant la signature d'un accord de cessation des hostilités à Alger le 21 décembre 2012 par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et *Ansar Dine*, dénoncé quelques jours plus tard par le chef de ce dernier mouvement, Iyad Ag Ghali.

Le 14 janvier, soit trois jours seulement après le déploiement français, l'Algérie annonce la fermeture de sa frontière avec le Mali (longue de plus de 1 000 km). Cette décision concourt à la réussite de l'opération Serval et préserve la place d'Alger comme acteur responsable et constructif dans des négociations futures : une fois les fermetures des frontières mauritanienne et nigérienne acquises, la décision algérienne facilite l'encercllement des terroristes en les repoussant dans leur vaste « repaire » montagneux initial, le massif de l'Adrar des Ifoghas, au sud de l'Algérie. Mais elle est avant tout d'ordre sécuritaire et répond à la volonté des dirigeants algériens de limiter les répercussions des combats sur leur territoire en limitant l'entrée en Algérie de combattants chassés du nord-Mali, tout en s'inscrivant dans une inflexion de la doctrine militaire du pays, déjà sensible depuis 2011 avec une préoccupation croissante pour la sécurisation de ses frontières sahariennes.

En cela, le déclenchement de l'opération Serval et l'attaque terroriste sur le site d'In Amenas, suivie d'autres moins médiatisées (28), ont renforcé la nécessité pour Alger de renforcer la sécurité de ses frontières. Ceci étant, il reste encore aux dirigeants et à l'armée algérienne à se donner les moyens de leurs ambitions à travers certes un renforcement des outils disponibles, mais aussi de la lutte contre la corruption qui règne au sein des forces de sécurité aux frontières algériennes.

C | L'appui prudent de la Mauritanie

Depuis 2007, le territoire mauritanien constitue un terrain d'action en même temps qu'un lieu privilégié de recrutement pour des groupes terroristes (29). Dès 2009, en étroite coopération avec la France, le Président mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz lance une stratégie dite de « lutte préventive » contre AQMI et ses affidés, allant jusqu'à mener des opérations militaires sur le sol malien. Cependant, à la surprise de ses opposants politiques qui le considèrent comme inféodé à la France et dénoncent l'engagement de leur pays dans une « guerre par procuration », le Président mauritanien s'aligne dans un premier temps sur la position algérienne, affirmant que son pays n'interviendra pas militairement au Mali et souhaite une solution négociée et réglée par la CEDEAO (30). Les troupes mauritaniennes sont cantonnées à la sécurisation des frontières orientales du pays (longues de plus de 2 000 km), afin de parer aux éventuelles incursions terroristes et d'assurer l'accueil sur son territoire des milliers de réfugiés maliens.

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette prudence, à commencer par la contestation à laquelle est confronté le Président mauritanien (31). Engagé depuis juillet 2009 dans un bras de fer avec la COD, qui réclame sa démission comme condition *sine qua non* à sa participation aux prochaines élections législatives et municipales (prévues à l'automne 2013), Ould Abdelaziz fait aussi face à partir de février 2011 à la fronde d'une partie de la jeunesse avec le « Mouvement du 25 février », suivie en juillet-octobre de la même année de la colère des négro-mauritaniens face au vaste plan de recensement national. Dans ce contexte, l'opération Serval permet à Ould Abdelaziz de trouver une forme de consensus politique sur une question de politique étrangère en affichant un respect de la souveraineté malienne sans se prononcer sur l'appel à des forces étrangères (32). Ainsi, en déclarant ne pas intervenir militairement sans pour autant condamner l'opération militaire elle-même, Ould Abdelaziz ménage à la fois son opposition politique et une partie de sa population. Dans cette perspective, la consolidation de la frontière mauritano-malienne constitue d'ailleurs une décision intéressante. Ce dispositif renforce la sécurité des Mauritaniens et sape les discours d'une

opposition qui a fréquemment accusé la Présidence d'accroître les menaces sur la Mauritanie avec sa politique étrangère menée au nom des intérêts occidentaux.

À la suite d'une entrevue avec François Hollande à Abu Dhabi le 15 janvier 2013, le Président mauritanien déclare toutefois soutenir « sans réserve » l'opération Serval et se tenir disposé à apporter son concours aux forces armées du Mali, si ce dernier en fait la demande (33). Il justifie ce changement d'attitude par la « dégradation de la situation sécuritaire au Mali » et les « risques de déstabilisation » dans la sous-région. Au début du mois de mars, suite aux visites à Nouakchott des Présidents malien et nigérien, Ould Abdelaziz franchit un pas supplémentaire en annonçant la mise à disposition de 400 militaires mauritaniens dans le cadre d'une opération de maintien de la paix de l'ONU, qu'il tient à ne pas assimiler à une participation à la guerre au Mali. Bref, il s'agit à la fois d'appuyer la politique française sans pour autant remettre en cause la recherche d'un relatif consensus national et favoriser les partis d'opposition.

4 | Vers une convergence régionale en faveur de Serval

L'hostilité initiale à l'opération Serval a progressivement décru, jusqu'à ne plus faire l'objet d'une attention particulière.

A | Le ciment préalable des « compagnons silencieux »

De même qu'il a été l'un des premiers États de la région à répondre à l'appel à l'aide émis par les autorités maliennes de transition, le Maroc a rapidement apporté son soutien politique et diplomatique à l'opération française. Parmi les autres monarchies arabes, les Émirats Arabes Unis ont rapidement offert leur coopération à la France. Le Koweït, de son côté, assure à la France, partenaire économique-militaire conséquent (accord de défense renforcé en 2009), un soutien implicite. Tenant à ne pas être exposé médiatiquement, cette position permet à l'émir Gaber al-Ahmad al-Sabah de limiter les répercussions sur une opinion publique agitée (qu'il tente de ménager depuis les élections anticipées de décembre 2012) et de ne pas bouleverser les fragiles équilibres politiques, d'autant qu'il est lui aussi aux prises avec des individus acquis à la cause des Frères musulmans. L'Arabie Saoudite se distingue également par le silence diplomatique dont elle a fait preuve depuis le lancement de l'opération Serval. Le royaume wahhabite s'est en effet principalement manifesté sur le terrain humanitaire et financier, mais sans prendre officiellement position sur l'opération militaire internationale au Mali.

L'intervention militaire au Mali a toutefois rappelé les tensions au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), avec une fracture entre les camps saoudo-émirati et qatari. À l'occasion de l'opération *Unified Protector* en Libye, l'engagement conjoint des Émirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite et du Qatar aux côtés de l'Alliance Atlantique semblait acter une redistribution des cartes d'influence au sein de la sphère arabo-musulmane. Mouammar Kadhafi, Hosni Moubarak et Saddam Hussein déchus, les pétromonarchies du Golfe semblaient vouloir reprendre le flambeau de l'influence panarabe avec une apparente cohésion autour d'une défense du conservatisme...

Or le printemps arabe a entraîné l'accession au pouvoir des Frères musulmans, ouvertement soutenus par le Qatar tandis que les autres pétromonarchies de la région les considèrent comme une menace à leur stabilité politique. Ces réformateurs religieux, pour le royaume wahhabite, incarnent en effet à la fois un changement stratégique régional et une idéologie religieuse à même de porter ombrage à son hégémonie. En ce sens, ne pas s'opposer à l'opération Serval constitue, pour les dirigeants saoudiens, une option pour se démarquer symboliquement des Frères musulmans et du Qatar, son remuant voisin qu'elle a su tempérer lorsqu'il s'est par exemple agi d'intervenir contre les manifestants au Bahreïn. À cet égard, elle conserve son influence de leader dans le Golfe, sa sphère géographique traditionnelle.

B | Les soutiens dans la sphère religieuse subsaharienne à l'opération Serval

Les principales autorités religieuses subsahariennes ont progressivement apporté leur soutien à l'opération Serval, à l'image de l'Union des Oulémas Africains, qui avait publié en janvier 2013 un communiqué au sein duquel ses membres condamnaient « tous les actes contraires aux principes de l'Islam, notamment les attaques, en temps de guerre, visant la population civile ou les lieux de culte, les prises d'otage – quelle que soit la nationalité ou la religion –, ainsi que les attaques à l'encontre de victimes innocentes ». Le 8 février 2013, une quinzaine de ses membres se sont en effet rassemblés à Nouakchott, à l'occasion de la 25^{ème} Conférence Scientifique Islamique Internationale, pour s'élever contre les interprétations idéologiques avancées depuis des mois par les « *groupuscules extrémistes* » présents dans le Nord-Mali (34). Par ce biais, ils souhaitent se positionner en « *garde-fous* », et tenir leur religion à l'écart des actes extrêmes commis au nom de la même religion.

Dans le même esprit, le Haut Conseil Islamique du Mali (HCI), en la personne du très influent imam Mahmoud Dicko, a proclamé le 25 janvier – après quelques hésitations semble-t-il – son soutien sans faille à l'intervention française, dont il refuse catégoriquement l'assimilation à une « croisade anti-islam », marquant son opposition avec le chef religieux Youssef Al-Qaradaoui, Président de l'Union internationale des Oulémas musulmans et ami des dirigeants qataris, qui juge alors l'opération Serval « précipitée » et porteuse de « conséquences dangereuses ». Rappelant que son pays est l'un des membres fondateurs de l'OCI, Mahmoud Dicko regrette qu'il n'ait pas bénéficié de la solidarité des États musulmans face aux atrocités commises au nom de l'Islam durant des mois dans les régions du Nord-Mali occupées par les groupes djihadistes. Craignant une fracture idéologique entre Musulmans, un collectif d'associations mauritaniennes publie le 27 janvier 2013 un communiqué dans lequel il appelle à la solidarité avec le peuple malien, insistant sur le fait que l'intervention française au Mali ne doit pas être perçue comme une croisade mais plutôt comme une initiative salutaire « contre le néo-impérialisme salafiste » (35). Ce sentiment de solidarité avec les Maliens combattant les groupes islamistes violents, est bien retranscrit par Abdulateef Al-Mulhim, écrivain et journaliste saoudien, lorsqu'il se demande lui-aussi pourquoi ceux qui parmi le monde musulman s'insurgent aujourd'hui contre l'intervention française au Mali semblaient ne pas se préoccuper de ce qu'il s'y déroulait jusqu'à cette intervention précisément (36).

C | Les Sommets régionaux, supports de la convergence diplomatique régionale

Dans les ralliements à l'opération Serval et le consensus relatif qui émerge peu à peu, la rapidité de la reconquête des villes de la boucle du Niger par les soldats français a indéniablement joué un rôle, mais en parallèle plusieurs États africains ont mobilisé leur outil diplomatique – outre leurs armées – aux côtés de Paris. Les 21 et 22 janvier, le troisième Sommet Économique et Social Arabe (37) est la première occasion d'aborder dans une enceinte régionale commune la situation malienne. Quelques jours plus tard, le 27 janvier à Addis-Abeba, le 20^e Sommet des Chefs d'État de l'Union Africaine s'est en grande partie focalisé sur la situation malienne dans la perspective du déploiement à venir de la MISMA.

Le plus important des sommets de cette période est toutefois celui de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) (38), très attendu dans le sens où cette enceinte rassemble, outre les États arabo-musulmans, de nombreux États d'Afrique subsaharienne. Ce sont d'ailleurs ces pays, les plus directement concernés par la crise malienne qui, au moyen d'intenses efforts diplomatiques, ont permis d'atténuer les positions des États arabes les plus réticents à l'opération française en cours. Le communiqué final est révélateur du compromis trouvé entre États subsahariens et États arabes. Pour satisfaire les premiers, les États arabes annoncent leur soutien officiel aux opérations militaires menées au nord-Mali. Pour satisfaire les seconds, le communiqué final s'abstient de citer la France et se projette dans un futur politiquement acceptable à leurs yeux, à savoir le déploiement imminent des forces africaines, dont les modalités restent à définir (39). Mieux, les partisans du dialogue peuvent présenter et discuter des solutions à la sortie de crise malienne, au sein des enceintes régionalement compétentes, comme ils le souhaitaient.

Si, depuis le sommet de l'OCI, les États arabes auparavant opposés à l'intervention française ont opté pour une discrétion diplomatique jusque-là caractéristique des États arabo-musulmans soutenant implicitement l'opération Serval, la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de la

Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), à N'Djamena le 16 février, a mis explicitement en avant le rôle de la France depuis le début de l'année 2013. À l'issue de la réunion, les participants ont en effet souligné « l'appui prompt et efficace apporté par la France à la demande du gouvernement malien et de la Cédéao, dans le cadre de la légalité internationale » (40). Cette prise de position est indissociable de l'activisme de président tchadien Idriss Déby. Président en exercice de l'organisation, ce-dernier a en effet envoyé 2 000 soldats quelques semaines seulement après le début de l'offensive française, s'affirmant comme l'un des États de la région les plus déterminés à combattre les djihadistes au Mali, et surtout le plus réactif. Mais reste à savoir dans quelle mesure la France et les autres États africains souhaitent favoriser l'émergence d'un Tchad régionalement influent au Sahel, qui semble vouloir occuper la place laissée vacante par la Libye de Kadhafi.

Antonin TISSERON & Sébastien MASTEAU

| Notes

- (1) 63,8% des électeurs approuvent le projet mais le taux de participation n'est que de 32,9%. L'opposition libérale se mobilise dans l'espoir d'obtenir suffisamment de sièges aux prochaines élections législatives pour être en mesure de bloquer une éventuelle révision ultérieure du texte par les Frères musulmans et les salafistes.
- (2) En février 2012, lors d'un match de football disputé à Port-Saïd, des heurts entre supporters ainsi qu'une gigantesque bousculade avaient causé la mort de 74 personnes. Au total, 73 personnes sont accusées de meurtre avec préméditation.
- (3) La Cour constitutionnelle avait décidé d'invalider les premières élections post-révolutionnaires.
- (4) Notamment le parti ouvertement salafiste *Al Nour*. Voir Hicham Mourad, « Salafistes Vs Frères Musulmans », *Ahram Hebdo*, 20 février 2013.
- (5) « Sables mouvants », *The Jerusalem Post*, édition française, 28 novembre 2012.
- (6) « Al-Qaïda head attacks Morsi for ties with Israel », *The Jerusalem Post*, 27 octobre 2012.
- (7) Ce quotidien est réputé fidèle aux lignes politiques de la famille régnante.
- (8) « Des rapports secrets attestent du soutien qatari aux terroristes en Algérie et au Mali », *El Watan*, 20 janvier 2013. Voir également « Des personnalités françaises accusent le Qatar de financer des groupes armés au Mali », *RT Arabic*, 25 janvier 2013.
- (9) « Qatar's Risky Bet on the Muslim Brotherhood », *Tahrir Squared*, 3 février 2013.
- (10) Auteur de *L'énigme du Qatar*, éditions de l'IRIS, paru le 6 mars 2013.
- (11) Nabil Ennasri, « La galaxie des Frères musulmans divisée sur l'opération française au Mali », *Le Monde*, 25 janvier 2013.
- (12) Exemple en Algérie, où Ali Benhadj, cofondateur du Front islamique du salut (FIS), a mobilisé un petit groupe de fidèles de la mosquée Al-Wafaa.
- (13) « Al-Azhar Urges Halting Foreign Military Assault in Mali », *Egypt State Information Service*, 25 janvier 2013.
- (14) En février 2012, le roi Mohammed VI gracie plus de 400 personnes dont certaines appartiennent à la *Salafia Jihadia*, branche islamiste, dont les plus connues sont : Abdelwahab Rafiki, Omar Haddouchi et Hassan Kettani, tous les trois condamnés en septembre 2003 à de longues peines de prison ferme pour atteinte à la sécurité de l'État (attentats de Casablanca en mai 2003).
- (15) « Des oulémas se disent contre tout soutien à l'offensive dans le nord du Mali », Agence d'Information de Nouakchott, 15 janvier 2013.
- (16) « Cheikh Dedew contre l'intervention française au nord Mali », Alakhbar (agence mauritanienne d'informations), 18 janvier 2013. Dedew est directeur du centre de formation des oulémas en Mauritanie, et considéré comme le leader islamique du pays.
- (17) « Les talibans condamnent l'intervention au Mali », *Le Monde*, 15 janvier 2013.
- (18) « Al-Qaïda appelle au Jihad au Mali », AFP, 12 février 2013.
- (19) « Belmokhtar menace à nouveau la France », *L'Orient Le Jour*, 23 janvier 2013.

- (20) D'origine mauritanienne, Shinqiti a publié en juin 2012 un article intitulé « We are Ansar Al-Sharia », appelant les musulmans à établir dans leurs pays respectifs leur propre groupe Ansar Al Sharia.
- (21) As-Sahab Foundation for Islamic Media Publication, société de production qui permet à Al-Qaïda de relayer ses messages.
- (22) Information publiée le 13 mars 2013 par The Middle East Media Research Institute (MEMRI) qui précise : « Le jeu, assez simpliste, s'ouvre sur une page d'accueil affichant les mots "musulmans du Mali", et un poème incitant au djihad contre les infidèles. Une fois qu'un joueur a cliqué sur "Play", le message suivant apparaît: "Frère musulman, vas-y, repousse l'invasion française contre le Mali musulman." L'avion du joueur porte le logo du drapeau noir d'Al-Qaïda drapeau noir, alors que l'avion français porte les couleurs du drapeau français. Le but du jeu est d'abattre autant d'avions français que possible. Cependant, si le joueur subit suffisamment de coups directs pour être abattu, le message suivant apparaît: "Félicitations, tu es devenu un martyr" ».
- (23) Considéré comme l'officine idéologique du parti au pouvoir (Parti de la Justice et du développement).
- (24) « Guerre au Mali : le MUR exprime la position du PJD », Yabiladi, 23 janvier 2013 et « La Mauritanie affectée par la crise malienne », MauriWeb, 23 janvier 2013.
- (25) « Algérie : des islamistes manifestent contre la France », *Le Point*, 18 janvier 2013.
- (26) « Il y a un fascisme islamiste qui monte un peu partout », Manuel Valls, *Atlantico*, 7 février 2013.
- (27) Une réunion ministérielle internationale de soutien à la Libye dans les domaines de la sécurité, de la justice et de l'État de droit s'est tenue à Paris le 12 février 2013.
- (28) « Les terroristes visent un gazoduc en Algérie », *Magharebia*, 29 janvier 2013 et « La caserne militaire de Khenchla en Algérie attaquée par une cinquantaine de terroristes », *Tamurt Info*, 7 février 2013.
- (29) *La Mauritanie au carrefour des menaces régionales*, Laurence Aïda Ammour, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, 1^{er} février 2011.
- (30) « Mauritanie/Mohamed Ould Abdelaziz : Je n'ai jamais redouté de coup d'État », *Jeune Afrique*, 17 décembre 2012.
- (31) *La Mauritanie face à la crise au Nord-Mali : changement de stratégie ?*, Antonin Tisseron et Jérôme Pigné, Institut Thomas More, 24 octobre 2012.
- (32) En accueillant sur son sol des responsables du MNLA, la Mauritanie nourrit toutefois l'incompréhension d'une partie des Maliens.
- (33) « Mali : la Mauritanie et l'effet d'entraînement », *Elhourriya*, 16 janvier 2013.
- (34) « La guerre au Nord-Mali n'a rien d'une croisade anti-musulman », *Slate Afrique*, 23 janvier 2013.
- (35) « Le conflit malien s'invite dans le débat en Mauritanie », *Kassataya Radio*, 28 janvier 2013.
- (36) « Mali intervention: No mercy for France », *Arab News*, 15 février 2013.
- (37) Ce sommet, instance de la Ligue Arabe, s'est tenu à Riyad les 21 et 22 janvier 2013. Il a été l'occasion des premières prises de position arabes sur l'intervention française au Mali (et pour le Qatar de menacer l'Algérie en raison de son soutien au régime syrien d'El-Assad).
- (38) Ce sommet s'est tenu au Caire du 2 au 7 février 2013. L'OCI rassemble 57 États.
- (39) Ne citant qu'implicitement la France, le communiqué final du sommet de l'OCI apporte un « soutien immuable aux efforts en cours pour le recouvrement par le Mali de son intégrité territoriale et de son autorité sur l'ensemble du territoire national », tout en précisant que les membres de l'organisation souhaitent un rapide déploiement de la MISMA.
- (40) « La CEN-SAD condamne "fermement" l'occupation du Nord Mali et réaffirme son rejet de la violence armée comme moyen d'expression politique », *Menara*, 16 février 2013. Fondée en 1998, la CEN-SAD était utilisée par Mouammar Kadhafi comme instrument d'influence panafricaine sur fond de clientélisme. À l'occasion du sommet extraordinaire du 16 février 2013, sa Charte a cependant été revue et corrigée, et recentrée sur le développement économique et social solidaire des États du Sahel. La nouvelle Charte acte la création de deux conseils permanents (Développement durable/Paix et sécurité).